N°5
juin-août 2001
Numéro cinq

PLPL

Pour Lire Pas Lu

Le journal qui mord et fuit...

Prix : 10 F

Le Dossier de PLPL

LA PIRE DES CENSURES

Le journalisme a fait un rêve : sans couverture médiatique, rien n'existe plus. Ni la politique, ni les luttes sociales, ni la vie intellectuelle – ni les critiques qu'on lui oppose. Le capitalisme a fait un rêve : tout passe par les journalistes. Ce rêve – notre cauchemar – invoque la « liberté de la presse ». C'est-à-dire le pouvoir absolu de mentir et de vendre, d'avilir et de pourfendre. Le journalisme peut plastronner : il a imposé comme vérités universelles les impostures qui le font prospérer. Pour les médias qui mentent, à quoi ressemble en effet la « démocratie » ? À la soumission des élus aux vapeurs d'éditorialistes juchés sur le point le plus élevé de l'infatuation, à la transformation de la justice en système de délation au service des boyards du faux scoop et des monarques du bobard, à la tyrannie d'un produit vérolé colporté par des maquignons du téléachat qui fardent leur « information » en « contre-pouvoir citoyen ».
Désormais, même la contestation anticapitaliste qui aspire à un autre monde veille à ne pas mordre la main des patrons de journaux et de chaînes qui, eux, font tout pour conserver l'ancien. Car la presse de marché s'est aussi rendue indispensable aux cheffaillons de la rébellion ivres de télévision et d'autopromotion.
Le parti de la presse et de l'argent s'impose partout. Les marchands de canons et de béton ont racheté à bas prix le quotidien fondé par Jaurès et disqualifié par Hue. Tout cela au nom du « pluralisme ». Mais aujourd'hui, le « pluralisme » c'est aussi « créer ». Créer de nouveaux journaux qui parlent d'argent. Car la liberté de vendre est devenue le premier des droits de l'homme ; la liberté de la presse, celle des capitalistes qui possèdent la presse.
Il faut extirper la peste. Un de leurs journaux qui meurt, c'est un peu de notre liberté qui renaît.

• • • Lire pages 3 à 6

La laisse d'or

La lutte est acharnée mais *PLPL* ne décerne la laisse d'or qu'au plus servile.

Pour saluer une carrière entièrement consacrée à sucer la roue de PPDA, *PLPL* décerne son trophée à Claude Sérillon, Poulidor de la désinformation, au moment où France 2 le congédie du JT. Il nous remerciera. Depuis que l'or leur pend au cou, BHL a hérité de dix pages de reportages imbéciles et nuisibles dans *Le Monde*, Laurent Mauduit a été promu par ce même quotidien vespéral des marchés, Laure Adler fut pressentie pour remplacer Pivot.
Sérillon a adoré poser en smoking au Festival de Cannes depuis que PPDA n'y va plus. Vivant un « *moment de vrai bonheur* » en compagnie du réalisateur de *La Grande Vadrouille*, il dégaine sa « question » piège : « *Est-ce que vous avez une recette pour faire autant de succès en si peu de films ?* » (France 2, 14.05.01) Son impertinence, Sérillon l'a expliquée : « *Tant mieux si on dérange ; je prends ça comme un hommage professionnel.* » (*QVM*, 23.04.01) Interrogé par *Le Figaro* (07.01.00) sur ses dernières fiertés professionnelles, Sérillon répondit : « *Le suivi du Kosovo.* » Celui qui admet comprendre « *moins vite que Poivre* » a cette fois pulvérisé son concurrent en répercutant plus vite que lui les consignes de l'OTAN. Interpellant Jospin au début des bombardements, il fustigeait sa mollesse : « *Est-ce qu'on a agi assez tôt ?* » (France 2, 08.04.99)
Libération a décrit Sérillon comme « *le symbole de l'emmerdeur de gauche* ». Emmerdeur ? En 1986, *Télé 7 jours* (Matra-Hachette) lui décerne le « 7 d'or » du meilleur présentateur de JT. De gauche ? Il s'est avoué « *fasciné* » par Mitterrand, assassin en février 1957 du militant algérien Fernand Iveton. Et, lors des cérémonies du bicentenaire, il commentait avec son ami Frédéric Mitterrand le défilé publicitaire conçu pour enterrer la révolution. Car, pour Sérillon, la révolution c'est le téléthon. Et le pacifisme, c'est acheter ses costumes rue de la Paix, chez le couturier italien Ermenegildo Zegna. (*Libération*, 19.08.98)

Pour relire pas relu

Depuis quelques années, le sociologue de télévision Alain Touraine fait du tourisme au Chiapas et s'accroche aux basques du sous-commandant Marcos comme une bande Velcro. Dans le numéro d'avril 2001 du *Koursk*, mensuel des abysses intellectuelles également appelé *Le Monde des débats* [lire *PLPL* n° 2-3], Touraine théorise son amour du chef indien : « *Il a écrit quelques comptes-rendus sur mes livres.* »
PLPL a relu les dernières œuvres du malheureux Touraine, dictées à un magnétophone lors d'un cocktail chez le Nabot malfaisant Alain Minc. En 1994, au moment où les zapatistes se soulevaient contre la dictature du capital, Touraine suait sur la rédaction d'un rapport dirigé par Minc et commandé par Balladur. Puis il squatta les antennes pour agonir d'injures les grévistes « nantis » de novembre-décembre 1995.
Après les municipales de mars 2001, Touraine analyse l'échec des sociaux-renégats de la « gauche plurielle » : « *Raymond Barre avait le tort de percevoir la vérité.* [...] *Le gouvernement Jospin a un déficit politique sur le centre. Le problème de Jospin, ce n'est pas de convaincre le peuple, mais les classes moyennes urbaines, éduquées et sous-représentées.* » (*Le Figaro*, 18.04.01)
Deux ans plus tôt, il pérorait dans *Comment sortir du libéralisme ?* (Fayard, 1999) : « *L'affirmation qu'il se crée une société mondiale, d'essence libérale, dirigée par les marchés et imperméable aux interventions politiques nationales est purement idéologique.* [...] *L'ouverture aux marchés mondiaux permet, exige même, le renouvellement des politiques sociales, la recherche de la participation et de la justice.* » (p. 13-14)
Quand il bronzait au Chiapas, Touraine rêvait-il de Raymond Barre ou méditait-il ces propos de Marcos : « *La "mondialisation" n'est rien de plus que l'extension totalitaire des logiques des marchés financiers à tous les aspects de la vie.* [...] *Dans le nouvel ordre mondial, il n'y a ni démocratie, ni liberté, ni égalité, ni fraternité. Il s'agit d'une guerre planétaire, la pire et la plus cruelle, que le néolibéralisme livre contre l'humanité.* » (*Le Monde diplomatique*, août 1997)

Bijou sociologique

Une gauche de droite

Interpellant dans l'avion qui le ramenait du Brésil une journaliste de l'AFP qu'il avait réussi à faire pleurer, le chef de la gauche française lui tînt à peu près ce langage : « *Vous êtes bête ? Avez-vous fait des études ?* » (*Le Monde*, 18.04.01)
Le *QVM* ajoute qu'au moment où la salariée était injuriée par l'actionnaire principal de son entreprise (l'État), deux autres hommes de gauche, Jean-Luc Mélenchon, responsable de la secte PS « Gauche socialiste », et Roger-Gérard Schwartzenberg, ministre de la Recherche, « *gênés, disparaissent derrière leurs dossiers* ». Le courageux Mélenchon, qui assiste sans broncher à l'humiliation d'une salariée, est responsable de l'enseignement professionnel. Son rôle est d'aider les gens « bêtes » qui n'auraient pas « fait des études » universitaires en partie à cause de leurs origines sociales.

Sommaire

- page 2 -
PLPL rééduque la presse :
« Le fait divers fait diversion »
- page 3 à 5 -
Dossier : La pire des censures
Vive le capital ! Les vautours de Reporters sans frontières. Le parti de la presse et de l'argent. Les imposteurs de *Télérama*. La haine de la critique.
- page 6 -
Arnaud Viviant engage ses viscères
Le BHL de la contestation
- page 7 -
Document : *Le Monde* colonise Toulouse
- page 8 -
PLPL vous offre :
« La semaine de Pierre Carles commandée et censurée par *Les Inrockuptibles* »

PLPL rééduque la presse...

Les Sardons parlent aux Sardons

PLPL triomphe ! Lancé il y a un an, notre journal est en passe d'atteindre tous ses objectifs : purger le monde des médias qui mentent, des patrons qui plastronnent et de la gauche qui capitule. À l'heure où les coyotes socialistes assimilent aux nazis ceux qui ne voteront pas pour Jospin l'année prochaine (Mélenchon dans *Politis*, 18.05.01), où *L'Humanité* se vend à Lagardère et où les Verts caressent la croupe de Bayrou, l'équipe de *PLPL* se renforce et piétine les sociaux-libéraux – qu'ils soient imberbes ou moustachus. Le nombre des abonnés augmente de 20 % *par numéro* ; leur lucidité sardonique progresse plus vite encore. Le Roi du téléachat (RTA) et ses séides paniquent, interdisant à quiconque d'utiliser l'une après l'autre les lettres « P » et « L », ou de citer les mots « pour », « lire », « pas », « lu ». Un journalistes du *QVM* s'est placé sur un siège éjectable en menant une enquête sur le « téléachat » [1].

Hélas, alors même que les médias qui mentent censurent nos travaux scientifiques, les abonnés à *PLPL* contribuent insuffisamment à l'expansion de la Sardonie. *PLPL* ne tire qu'à 4 000 exemplaires ; certains Sardons se contentent de le lire chez eux, empantouflés, au lieu de le diffuser, en poussant des cris séditieux, sur leurs lieux d'exploitation, sur la voie publique, dans les bistros, les librairies, lors des manifestations et réunions anticapitalistes. Cette forme d'indolence, indispensable dans le travail salarié, affaiblit la Sardonie : *PLPL* réclame de l'audace, pas des limaces. Sardons, commandez des numéros en nombre (pour les abonnés, 10 numéros = 50 F) et diffusez-les ! Des libraires se sont associés à notre cause. Il faut que leur nombre décuple et que leur approvisionnement soit toujours assuré. Repérer des librairies qui acceptent de prendre le journal en dépôt (moyennant leur commission habituelle à la vente) et nous transmettre leurs coordonnées est un devoir de l'Internationale sardonique. Le numéro 4 de *PLPL* a, par exemple, suscité la ruée des journalistes de *Libération* sur la librairie libertaire Publico (145, rue Amelot, Paris 11e) qui, à quelques pas du quotidien de Crassus-July, vendait *PLPL*. Sans la présence d'esprit de quelques Sardons venus réapprovisionner l'échoppe, elle eût été piétinée ! Afin que chacun retrempe sa combativité, *PLPL* ne paraîtra pas au mois d'août. Les prochains numéros seront consacrés aux falsifications de la réalité sociale par le discours économique, à la prévarication intellectuelle par la critique littéraire, aux mensonges de la presse sur les mouvements sociaux, à la propagande capitaliste de Radio-France, aux reniements de la « gauche », au *Nouvel Observateur* de Mouchard (qui ment), etc.
Les Sardons vont commander et diffuser par milliers ces dossiers qui font déjà trembler.

1. *PLPL* le soutiendra. Plus couard, Daniel Schneidermann, journaliste au *Monde*, s'est liquéfié lorsque, dans son émission Arrêt sur images du 20 mai 2001, un invité italien, peu au fait du contexte explosif français créé par *PLPL*, a associé la victoire de Berlusconi en Italie et la prolifération infectieuse des émissions de téléachat.

Abonnement à PLPL : 100 F pour 10 numéros
Règlement à l'ordre de PLPL adressé à :
PLPL, BP 2326, F-13213 Marseille CEDEX 02
Courrier électronique <redaction@plpl.org>
Site Internet <www.plpl.org>
Les abonnés qui souhaitent diffuser PLPL peuvent commander les numéros au prix de 50 francs les 10 exemplaires (port compris).

À défaut de protestation de leur part :
- direction de la publication : Discepolo
- direction artistique : Panta
- direction granitique de la CRE : Rimbert & Halimi
- direction politique : Balbastre & Kalinowski
- direction de la propagande : Eugène & Vincent

N° de commission paritaire en cours

Bulletin d'abonnement à PLPL

Nom

Adresse

Email

❒ Abonnement à compter du n° :

❒ Commande de 10 exemplaires supplémentaires des n° :

❒ Abonnement de soutien

Le Dossier de PLPL

PLPL N°5

LA PIRE DES CENSURES

« *Leur "message" passe nécessairement par les médias et, d'une façon ou d'une autre, ils doivent se confronter aux journalistes.* » Adressée aux intellectuels, cette injonction menaçante n'a pas été publiée dans le bulletin militaire d'une république bananière mais dans un éditorial du *Monde* (22.01.00), quotidien vespéral des marchés et de la bourgeoisie parisienne démocrate.

La presse ne se contente plus d'assujettir la vie intellectuelle. Subordonnée aux marchands, elle aspire à soumettre les responsables politiques à son agenda et à ses caprices. Ambitieuse et fanatique, elle attend qu'ils la choient, la flattent et lui obéissent. Et qu'ils gouvernent au mieux de ses intérêts commerciaux. Une chaîne russe privée au service de chefs mafieux est-elle reprise en main par un pouvoir mafieux public ? La « journaille » défaille et glapit que la liberté serait en danger. Puis elle se rassure : « *CNN pourrait racheter la chaîne et préserver ainsi la liberté de l'information.* » (Claude Sérillon, France 2, 04.04.01) Une chaîne publique française attend donc le salut de l'information russe de son rachat par une multinationale américaine ! Faut-il s'en étonner quand, sur 23 membres du Conseil stratégique des technologies de l'information (CSTI) installé en avril dernier par Lionel Jospin, 19 sont des patrons, dont Arnaud Lagardère et la vice-PDG de Vivendi-Universal.

Pour perpétuer ce despotisme de l'argent, une officine de freluquets narcissiques et bavards, Reporters sans frontières, maquille un monopole de la falsification légitime en « liberté de l'information ». Mais un tremblement de terre en Inde n'intéresse ces journalistes que si les victimes ont une carte de presse. Enfin, pour réduire au silence ceux des irréductibles que les vagissements haineux des journalistes n'auraient pas assourdis, il revient à des publications comme *Télérama* d'usiner les sondages qui célébreront l'excellence de l'information, c'est-à-dire de la désinformation. Dans un livre qui a galvanisé *PLPL*, le philosophe Jacques Bouveresse a conclu : « *Il n'y a sûrement aucun espoir que le niveau de la presse la plus répugnante finisse par s'élever un peu. Mais il y a, en revanche, une probabilité très forte que, pour des raisons économiques et commerciales, celui de la presse respectable tende de plus en plus à s'en rapprocher.* [1] »

1. Jacques Bouveresse, *Schmock, ou le triomphe du journalisme. La grande bataille de Karl Kraus*, Seuil, 2001.

Vive le capital !

Invité à s'exprimer sur les antennes de France Culture, une station de radio avilie que son quotidien a transformé en colonie, Edwy Plenel, directeur de la rédaction du *Monde* et Roi du téléachat * sur LCI (groupe Bouygues), a étalé, le 11 octobre 2000, sa cuistrerie d'adolescent attardé pour chanter la « liberté de la presse » : « *Je pense que la démocratie, et c'est ce que montre bien Rosanvallon* [1], *c'est une culture. Et que cette culture passe par différents modes de souveraineté. Et en effet l'exigence de libéralisme politique qu'incarne la liberté de la presse, puisque c'est bien à sa source, c'est un élément de la souveraineté démocratique.* » Le décryptage de ces hiéroglyphes fut publié par le *Quotidien vespéral des marchés* (*QVM*, jadis appelé *Le Monde*, 23.05.01) : « *Pour financier son développement,* Le Monde *ne s'interdit pas, le moment venu, de renforcer ses fonds propres. Selon les opportunités,* Le Monde *se réserve donc la possibilité de solliciter ses actionnaires actuels, de faire appel à de nouveaux partenaires, voire d'entrer en Bourse.* » Le rêve boursier du *QVM* avait été dévoilé par *PLPL* dès le mois d'octobre 2000 (lire PLPL n °1).

Le bavardage plenelien sur la « souveraineté démocratique » se résume donc à l'équation : liberté de la presse = liberté des capitalistes qui possèdent la presse. Plus *Le Monde* vend de numéros du Monde-Argent (sa nouvelle édition citoyenne du week-end), plus le téléachat moustachu se développe, plus *Libération* et *Le Nouvel Observateur* croulent sous la pub – et plus nous serions libres !

Quelques semaines après Edwy, ce fut au tour de son employeur LCI-Bouygues de répéter la règle d'or du capital. Évoquant le 10 mai 1981, le vice-président de TF1 Étienne Mougeotte (qui était à l'époque directeur de l'information d'Europe 1) commenta : « *Avant, c'était des mœurs assez spéciales, complètement préhistoriques. En cinq ou six ans, on est passé à un système civilisé où les relais entre le pouvoir politique et les médias audiovisuels sont devenus normaux.* » (*Libération*, 02.05.01) En d'autres termes, privatisation = civilisation. Les lecteurs de *PLPL* ne peuvent manquer de penser ici à un magnifique exemple de « civilisation » et de « normalité » : l'enregistrement pirate montrant un certain Étienne Mougeotte faire, le 14 août 1994, du lobbying auprès du ministre François Léotard. Malgré la « souveraineté démocratique » chantée par le Roi du téléachat, une enquête réalisée sur cet enregistrement fut censurée à la télévision privée quand son commanditaire, Canal +, refusa de la diffuser. Ni la confrérie des « grands journalistes d'investigation » ni l'association Reporters sans frontières ne s'indignèrent [2].

François Pinault

Philosophe sardon et professeur au Collège de France, Jacques Bouveresse a expliqué : « *Comme toutes les entreprises qui sont axées principalement sur la recherche du profit, celles de la presse ont évidemment un besoin essentiel de faire croire à l'opinion publique qu'elles remplissent en réalité une fonction beaucoup plus noble et ne travaillent, en fait, que pour le plus grand bien de tous. Mais la différence avec les autres est qu'elles disposent de moyens exceptionnellement puissants et efficaces pour faire accepter leur mensonge.* » [3]

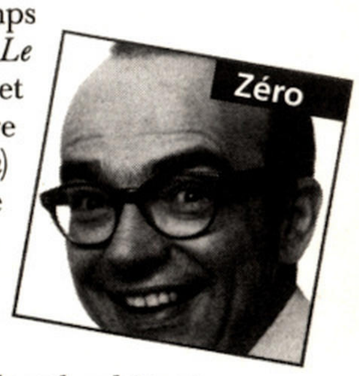
Les colporteurs de « liberté de la presse »

L'association Reporters sans frontières (RSF) compte au nombre des outils qui servent à camoufler la peste médiatique en bienfait universel. Créé en 1985 pour « *révolutionner l'univers du journalisme* » [4], RSF s'est transformé en entreprise de publicité et de communication événementielle à mesure que son patron, Robert Ménard, succombait aux vertiges du trotskoreniement mondain. Entre critique de la presse et glorification du journaliste, il a vite tranché : « *Nous avons besoin du soutien consensuel de la profession, tandis que la réflexion sur le métier de journaliste prête, par définition, à la polémique. Comment, par exemple, organiser un débat sur la concentration des organes de presse et demander ensuite à Havas ou à Hachette de sponsoriser un événement ?* » Réponse ? En s'abstenant d'organiser un tel débat : « *Notre ligne est d'être le moins politique possible, de nous situer exclusivement sur un créneau "droits de l'homme".* » Avec un produit-phare : la « liberté de la presse ». RSF s'est donc spécialisé dans l'usinage médiatique de martyrs. « *Notre raisonnement est le suivant : tuer un journaliste, c'est aller contre la liberté d'expression qui profite à tous. C'est imposer à tous le silence* » – une logique lumineuse qui conduirait à affirmer : « Tuer un électricien, c'est imposer à tous les ténèbres. »

RSF part d'un principe courant dans la profession : « *Il n'y a pas de liberté sans liberté de la presse* » car « *la démocratie n'existe pas tant que les médias sont censurés* ».

Or, pour Ménard, la censure ne pouvant provenir que des États, des mafias ou des guérillas, marché rime avec liberté. Les groupes de communication ont applaudi le raisonnement. Le milliardaire François Pinault, via la Fnac qu'il possède (tout comme il possède l'hebdomadaire *Le Point*, le mensuel nul de Karl Zéro et une partie du *QVM*), finance les albums photo dont Reporters sans frontières tire ses revenus. Leur diffusion est offerte par le marchand de missiles Lagardère, via les NMPP qu'il contrôle. Le cœur léger, Pinault s'est également associé à RSF pour organiser la première « cybermanif » (03.05.00), dont Ménard a résumé l'approche « citoyenne » : « *Le plus grand nombre d'internautes possible devaient se connecter au site de la FNAC.* » Reporters sans frontières peut aussi, au nom du contre-pouvoir, encaisser les subventions que lui attribue la Commission européenne – jusqu'à 70 % du budget de l'association au milieu des années 1990.

Avec RSF, les seules « frontières » de la « liberté de la presse » resteront pour longtemps les censures de l'argent. *Le Quotidien vespéral des marchés* et *L'Écho des start-up ESU* (encore connu sous le nom de *Libération*) glapissent lorsqu'un reporter se fait arracher sa carte American Express par un gavroche famélique du Tatarstan. Mais ils se taisent et ils se courbent quand Pinault, Messier ou Riboud achètent les faveurs des journalistes (lire *PLPL*, nos 1 à 4).


Zéro

Robert est heureux : « *Depuis la naissance de Reporters sans frontières, en 1985, la liberté de la presse a considérablement progressé.* [...] *En France, la presse est non seule-*

Extrait du film de Pierre Carles, *Pas vu, pas pris*

1. Pierre Rosanvallon : journaliste et historien qui a pris la suite d'Henri Amouroux à la télévision. Adorateur de Guizot (un louis-philippard connu pour sa philosophie du « Enrichissez-vous ! ») comme Amouroux était spécialiste de Pétain, Rosanvallon est aussi un ex-rocardien, ancien éditorialiste pro-capitaliste à *Libération*, ancien conseiller nommé par Édouard Balladur dans la Commission Minc sur « La France de l'an 2000 », théoricien du virage patronal de la CFDT. Rosanvallon est enfin l'ancien secrétaire général de la très vermineuse Fondation Saint-Simon, aujourd'hui autodissoute.

2. Voir le film de Pierre Carles, *Pas vu, pas pris*.

3. Jacques Bouveresse, *Schmock, ou le Triomphe du journalisme. La grande bataille de Karl Kraus*, Seuil, 2001, p. 34.

4. Sauf mention contraire, les citations de ce chapitre sont tirées de Robert Ménard, *Ces journalistes que l'on veut faire taire*, Albin Michel, 2001

LA PIRE DES CENSURES

ment plus libre, mais aussi plus impertinente. » Quelques années auparavant, Ted Turner, patron multimilliardaire de CNN, avait dressé le même constat béat : « *Depuis la création de CNN, la guerre froide a cessé, les conflits en Amérique centrale ont pris fin, c'est la paix en Afrique du Sud alors que la situation semblait désespérée, ils essaient de faire la paix au Moyen Orient et en Irlande du Nord. Les gens voient bien que c'est idiot de faire la guerre. Personne ne veut passer pour un idiot. Avec CNN, l'info circule dans le monde entier. Personne ne veut avoir l'air d'un débile. Donc ils font la paix car, ça, c'est intelligent.* » (Documentaire « La planète CNN », Arte)

La médaille (dorée) a son revers (sanglant) : quand l'Occident, donc la Liberté, bombarde et tue des journalistes, RSF préfère regarder ailleurs, plus doué pour compter ses euros que les cadavres de « nos » ennemis. C'est ce qui semble s'être passé en avril 1999 : l'aviation atlantique avait bombardé le site de la radio-télévision serbe, tuant seize personnes. Au nombre des victimes, plusieurs journalistes ou assimilés. Cependant, au printemps 2000, quand RSF publia son célèbre rapport annuel sur le nombre des journalistes tués pendant les douze mois précédents, l'organisation « oublia » de compter ces victimes-là. L'eut-elle fait, elle aurait dû reconnaître qu'en 1999 le principal assassin de journalistes avait été… l'OTAN [5].

Le parti de la presse et de l'argent (PPA)

Quelques jours après son retour du Brésil en avril 2001, Lionel Jospin est recouvert par une avalanche d'articles lui reprochant d'avoir injurié une journaliste dans un avion (lire page 1 de ce numéro). Pour faire amende honorable, il doit concéder un « grand entretien » à France 2 et offrir ainsi aux éditorialistes l'occasion de braire. Directeur du *Quotidien vespéral des marchés*, Raminagrobis, (alias Jean-Marie Colombani) ne se contentera pas d'un commentaire : il a déjà arrêté le contenu de l'intervention jospinienne.

Pour comprendre l'oukase raminagrobique qui va suivre, il faut savoir que, quatre jours avant l'entretien de France 2, un bulletin « confidentiel » destiné aux « décideurs », *La Lettre A*, publiait un écho titré « Vers un ticket Jospin-Bayrou en 2002 ». Ce petit texte indiquait : « *Certains y songent dans l'entourage de Lionel Jospin ; François Bayrou, lui, en rêve d'autant qu'il est persuadé que* Le Monde *militera, le moment venu, pour une telle solution. La solution ? Un ticket Bayrou-Jospin : l'un à l'Élysée, l'autre à Matignon… Jean-Marie Colombani a la tentation d'être un faiseur de roi. Edwy Plenel, son directeur de la rédaction, veut être, lui, un défaiseur de roi. Ayant échoué avec François Mitterrand, il entend réussir avec Jacques Chirac… François Bayrou ne tarit pas d'éloges sur Jean-Marie Colombani et ses idées, et il pense que, fort du soutien du quotidien, il pourra jouer un rôle éminent après 2002, beaucoup plus avec Lionel Jospin qu'avec Jacques Chirac à l'Élysée.* » (*La Lettre A*, 13.04.01)

Alors, que va réclamer le *QVM* quelques heures avant l'intervention de Jospin sur France 2 ? Par la plume de Raminagrobis, il ordonne au premier ministre de précipiter les échéances face à Chirac [8] : « *Le piège de la cohabitation est en train de se refermer sur Lionel Jospin.* […] *Comment éviter que la droite ne soit automatiquement majoritaire ? Évidemment en acceptant l'idée que la bataille se joue,* in fine, *au centre.* […] *Chaque fois qu'il a été question d'un nouveau « virage à gauche », ce n'est pas la défaite mais la déroute qui était au bout de cette logique. Lionel Jospin, au contraire de MM. Blair, Schröder ou Amato, a scandé sa gestion de réformes identifiées à une gauche traditionnelle, gâchant l'occasion d'une réforme fiscale qui fasse leur juste part aux classes moyennes, y compris celles dites supérieures.* »

Pluralisme de la presse oblige, Gérard Dupuy avait défendu un point de vue exactement identique dès le 12 avril dans un éditorial de *L'Écho des Start-Up ESU*, titré : « À gauche, mais pas trop ». Il expliquait : « *Que servirait-il au candidat de la gauche plurielle de gagner du terrain à gauche s'il en perd autant au centre ?* […] *Les baisses d'impôts de l'été dernier sont déjà presque oubliées.* » Hélas pour Raminagrobis et Dupuy, Jospin n'annonce ni un pacte avec Bayrou ni une nouvelle baisse d'impôts destinée aux journalistes gloseurs et prospères. Le *QVM* s'étrangle de colère : nous sommes quelques jours avant le 15 mai, date de règlement du deuxième tiers fiscal… Dans les heures qui suivent l'entretien télévisé, le *QVM* publie un éditorial titré « Lionel Jospin a déçu ». (19.04.01) Le premier ministre y est tancé pour avoir ignoré les avis pressants (et intéressés) du gros contribuable Raminagrobis : « *Lionel Jospin n'a pas suivi les conseils de ceux* – Le Monde *notamment – qui l'invitaient à sortir du piège de la cohabitation en abandonnant ses habits de Premier ministre pour endosser ceux de potentiel candidat à l'élection présidentielle.* […] *La déception est grande.* » Eh oui, Ramina, il te faudra payer tes impôts !

Menteur pendant la guerre de l'OTAN au Kosovo – et démasqué – donneur de conseils politiques à Jospin – et ignoré – le parti de la presse et de l'argent (PPA) allait-il enfin ravaler ses admonestations ? Les lecteurs de *PLPL* imaginent la réponse…

Le 30 avril, le chancelier allemand social-renégat Schröder réclame une Europe fédérale. Bayrou, la danseuse de Ramina, et les écologistes Cohn-Bendit et Alain Lipietz se pâment ; le PPA (parti de la presse et de l'argent) embraie, exigeant du social-renégat Jospin qu'il s'aligne à son tour. Les sommations déferlent sur le thème : la France doit « Répondre à

Le Quotidien vespéral des marchés

Faire passer des vessies capitalistes pour des lanternes « citoyennes », tel est l'unique objectif des chefs mitrés du *Quotidien vespéral des marchés* (*QVM*, ex-*Le Monde*). À leurs yeux, rien ne distingue la « société civile » du CAC 40. Évoquant la structure actionnariale du journal, ils ont ainsi claironné : « *Ce capital éclaté où figure aussi bien le Crédit mutuel que BNP Paribas, Dexia que Groupama, Saint-Gobain que des caisses de retraites, la Stampa que Canal +, Fimalac que Prisa, place* Le Monde *au cœur même de la société civile française, voire européenne.* » (*QVM*, 23.05.01)

Annonçant l'augmentation de capital de la Société des lecteurs du *QVM* – qu'il dirige –, le Nabot malfaisant Alain Minc, également président du conseil de surveillance du journal, a endormi les gogos dont il convoitait les euros : « *leur* » quotidien resterait porteur des mêmes « valeurs morales et citoyennes ». Prudent, le *QVM* s'est employé à tranquilliser les gros investisseurs qu'un tel verbiage pouvait indisposer : « *Le conseil de surveillance du* Monde *incarne d'emblée la "*corporate gouvernance*" qui s'impose de plus en plus aux sociétés cotées.* » C'était le « mode de souveraineté » qu'attendait le Roi du téléachat : *Le Monde* (27-28.05.01) annonça qu'il avait été nommé directeur général adjoint du Monde SA.

Les tribulations déontologiques de l'adjudant Ménard

« *Je suis autoritaire. […] Je ne sais pas discuter et j'aime décider seul.* [6] » Ancien membre de la Ligue communiste révolutionnaire comme son ami Edwy Plenel, Robert Ménard – que ses esclaves de RSF surnomment « l'adjudant Ménard » – illustre le tournant pris dans les années 1980 par ces contestataires aux dents longues, passés de l'engagement critique et politique aux préoccupations « déontologiques » et « morales ».

Deux activités remplissent l'existence de l'adjudant Ménard : parader dans les médias pour délivrer des certificats de « liberté de la presse », et saturer les lignes de ses confrères pour attirer leur attention sur le dernier « coup » de Reporters sans frontières. La frénésie téléphonique de Ménard est telle qu'à l'approche du 3 mai, date de la journée mondiale de la liberté de la presse de marché, les journalistes, harassés, se refilent le combiné en chuchotant : « MCM ! MCM ! » [« Merde, c'est Ménard ! », ndlr]. « *Notre seule force, c'est notre poids dans les médias* », rétorque le directeur de RSF. « *La médiatisation de notre action n'est pas un supplément d'âme, c'est notre raison d'être.* »

L'adjudant Ménard a théorisé la guérilla médiatique : « *Il faut savoir utiliser les techniques d'aujourd'hui : la publicité, le marketing.* » Et surtout, savoir transmuer la censure en cirage : « *Il m'est arrivé, en tant que directeur de l'association, de demander à des journalistes de ne pas trop parler de tel ou tel dérapage de tel ou tel confrère que nous défendons… La plupart des journalistes tiendront compte de mes remarques.* »

« Déontologie » oblige, l'adjudant Ménard s'indigne parfois contre des « confrères » qui ne sont « *pas à la hauteur de leur mission* » : « *Nous veillons, depuis, c'est vrai, trop peu de temps, à ne pas en faire des parangons de vertu quand nous savons que certains sont eux-mêmes corrompus et peu respectueux d'un minimum de déontologie.* » De qui s'agit-il ? D'Yves Messarovitch (*L'Expansion*) qui fourbit à langue nue le piano du patron multimilliardaire Bernard Arnault ? De Christine Mital (*Le Nouvel Observateur*) qui reprise les phrases trouées de Messier et rédige son livre (lire *PLPL* n° 2-3) ? Que nenni ! Ces journalistes corrompus, l'adjudant Ménard les a détecté « *au Cameroun* » et « *en Côte d'Ivoire par exemple, [où] toutes les grandes entreprises disposent d'un "budget communication" très particulier, destiné à payer les journalistes pour la parution ou la non parution d'un article* ». À ces indigènes ignorants, l'adjudant Ménard compte prodiguer les principes élémentaires de déontologie forgés par les parrains célèbres de Reporter sans Frontières : Christine Ockrent, reine des plagiats et impératrice des « ménages » [7] ; PPDA, sa fausse interview et ses bébés ramenés d'Irak dans des couffins : « *Reporters sans frontières a toujours pu compter sur lui,* note Ménard, *et je ne vois pas pourquoi nous devrions nous fâcher.* »

---

5. Les trois journalistes chinois tués par l'OTAN lors du bombardement prétendument accidentel, en mai 1999, de l'ambassade de Chine seront, eux, comptabilisés par RSF.

6. Les citations en italique de cet encadré sont extraites du livre de Robert Ménard, *Ces journalistes que l'on veut faire taire*, Albin Michel, 2001.

7. L'un des plus lucratifs pour Christine fut le grand débat « Emballage et environnement en Europe », qu'elle anima pour le compte de Péchiney, BSN-Emballage et Carrefour (lire *Le Canard Enchaîné*, 9 avril 1997).

8. *Le Monde* hait le président de la République depuis qu'il a occis le candidat de Ramina, Mamamouchi Balladur, aux élections présidentielles de 1995.

Schröder » (titre de l'édito du *QVM*, 08.05.01). Sur France Inter, radio de service public au service des marchés, Bernard Guetta, ex-journaliste du *Monde*, ex-directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur*, jaspine à jet continu dans le même sens. L'ordre de mission du PPA est clair : Jospin doit prononcer un « grand discours européen » ajusté aux attentes des journalistes. Télégraphiant à nouveau ses consignes au Premier ministre, le *QVM* fustige un « *silence atterrant qui souligne combien notre pays est devenu le principal frein à l'évolution européenne* ». (08.05.01) *Le Point*, hebdo de François Pinault (principal actionnaire privé du *QVM*), répète : « *Jospin ne peut pas se taire plus longtemps sur l'Europe* » (11.05.01) Les choses ne se calment un peu qu'au moment où *Le Monde* et *Libération* découvrent que leurs « unes » consacrées à Loft Story sont plus vendeuses que les glapissements de Schröder. Les ébats de M6 remplacent les débats du Bundestag [9]. Jospin obéira néanmoins aux médias : « grand discours » sur l'Europe il prononcera (28.05). Et caquettera le PPA : « *Voici le discours qu'on attendait.* » (*QVM*, 29.05.01)

Les imposteurs de *Télérama*

Cependant, objectent certains demeurés, l'analyse critique de *PLPL* oublie le rôle démocratique que jouent quelques publications influentes qui résisteraient à la propagande de guerre, à l'idéologie publicitaire et au matraquage des sondages. Grâce à elles, la presse disposerait de contre-pouvoirs efficaces. Ces dadais divaguent. Dès son numéro zéro, *PLPL* a procédé à l'analyse scientifique des faux-impertinents que sont *Les Inrockuptibles*, piloté par le tandem arriviste Bourmeau-Viviant (lire également ce numéro, p. 6-7), ou par le félon mondain Schneidermann, journaliste du *QVM* et présentateur de l'émission d'imposture critique Arrêt sur images. Oui, mais *Télérama*, c'est génial… pleurnichent alors la demi-douzaine de lecteurs jospiniens de *PLPL*. Ces abonnés égarés, *PLPL* a résolu de les chasser.

Pour se distinguer de son homologue *Télé Z* et de ses histoires drôles, *Télérama* trépane ses lecteurs à coup d'« analyses sociales » : « *Tout le monde le sait, les grandes tendances socioculturelles des pays développés traduisent un besoin d'autonomie, une recherche de sens après la chute des idéologies, un goût des réseaux entremêlés et éphémères, en dehors des fonctionnements traditionnels (travail, classes sociales), et institutionnels (partis, syndicats, religion).* [10] » Citant ce spécimen emblématique, un journaliste du Minirezo concluait que *Télérama* représentait l'« *organe central de la petite bourgeoisie intellectuelle adepte du juste milieu en toutes choses – surtout quand il s'agit de ne pas rater la porte de l'ascenseur social.* » (www.minirezo.net, 6.03.01) *PLPL* complète : *Télérama* a été simultanément ou successivement un mégaphone guerrier, un sac à pubs (35 % des pages de droite, les plus chères) et, surtout, le support préféré de sondages manipulés sur le journalisme. Le tout sans jamais cesser d'invoquer un regard distancié et réprobateur face aux « dérapages » de la presse. Comme l'expliquait Karl Kraus, « *le spectacle que nous offrent les journaux semble être celui des millions de balais dans des mains sales qui sont toujours prêts à s'activer devant la porte des autres* [11] ».

Le 14 avril 1999, pendant la guerre du Kosovo, Marc Lecarpentier, directeur de la rédaction de *Télérama*, avait un souci : ne pas se faire doubler par les transports otano-béats de Laurent Joffrin-Mouchard [12]. Il plastronnait donc à son tour : « *On a suffisamment dénoncé ici les dérapages de la guerre du Golfe pour pouvoir saluer aujourd'hui, à quelques très rares exceptions près, la qualité du travail réalisé par les journalistes de l'audiovisuel. Ils rendent un hommage serein et efficace à la démocratie en traquant la réalité.* »

Télérama a été simultanément ou successivement un mégaphone guerrier, un sac à pubs et, surtout, le support préféré de sondages manipulés sur le journalisme.

Un an plus tard, alors que la veulerie des médias était reconnue par le porte-parole de l'OTAN Jamie Shea (« *Les journalistes avaient un peu trop investi sur ma personne et ce n'était pas sain* »), *Télérama* persistait à la dissimuler. L'hebdomadaire qui, le 23 juin 1999, n'avait pas hésité à parler de « *centaines de milliers de Kosovars massacrés* » (le TPIY dénombrera 3 685 corps) niait qu'il avait trompé ses lecteurs sous prétexte de ne pas « *reconnaître des erreurs imaginaires* ». La journaliste téléramiste Nicole du Roy, ancienne présidente de RSF, écrivit même ces lignes stupéfiantes titrées « Kosovo : l'épreuve des faits » : « *Dès le premier jour de la guerre, l'information officielle a été traitée avec suspicion. Les choix politiques et militaires ont été décortiqués, analysés, débattus, les responsables ont été interpellés, critiqués. Il n'est pas vrai que la presse a pris le relais complaisant de la propagande.* » (*Télérama*, 10.05.00) En lisant ce petit crottin, Jamie Shea se serait étranglé de rire. Toutefois, que serait une falsification à la gloire des médias si elle ne s'appuyait pas sur un sondage ? En janvier 2000, une « étude » payée par *Télérama* indiquait que pour 60 % de Français les médias avaient « *plutôt bien* » couvert la guerre du Kosovo (contre 28 % d'un avis contraire). Bondissant alors sur l'« information » de son hebdo-télé préféré pour s'exonérer d'avoir été l'imprimeur de Jamie Shea, *Le Monde* écrivait, ravi : « *Les leçons de la guerre du Golfe ayant été tirées, la couverture de l'intervention occidentale au Kosovo bénéficie d'un taux positif de 32 %.* » (27.01.00) Mais comment les sondés (qui ne vivaient pas au Kosovo) auraient-ils pu déterminer ce que valait la couverture de la guerre sinon par le biais des appréciations – enthousiastes – de ce traitement médiatique par les médias eux-mêmes ?

Les sondages manipulés destinés à célébrer le journalisme téléramiste sont devenus la spécialité de *Télérama*. Tous les ans, l'hebdomadaire publie un « *baromètre* » sur « *la confiance des Français dans les médias* ». Dans une étude de l'Acrimed [13] communiquée à *PLPL*, le sociologue Patrick Champagne a taillé en pièces cette « *opération qui n'est pas sans visée commerciale ou politique intéressée* ». Il explique : « *Les journalistes se précipitent sur les résultats du sondage, à la manière des hommes politiques qui anxieusement veulent savoir si leurs "prestations médiatiques" les ont fait "monter" ou "descendre" dans "l'opinion".* » Le chercheur poursuit : « *Les journaux qui devraient être les plus critiques à l'égard de ce type d'enquête en sont les initiateurs et même les propagandistes.* […] *En 1984,* Le Monde *succomba à son tour avec un premier sondage sur "le mensonge chez les hommes politiques", thème d'un populisme digne de* France Soir. »

Après cette charge à faire blanchir la moustache d'un Roi du téléachat [14], Patrick Champagne souligne que le sondage de *Télérama* ment quand il « *transforme un simple "indice de fréquentation" en "indice de confiance"* ». Veut-on un exemple de la stupidité de telles « études » ? « *Sur 100 personnes déclarant ne jamais lire ou rarement la presse, seules 16 se déclarent "sans opinion" en réponse à la question portant sur la crédibilité des nouvelles* ***lues dans un journal.*** [15] » Ainsi, 84 % des non-lecteurs savent ce qu'ils lisent !

Et de tels médias voudraient qu'on associe le sort de leur entreprise au destin de la liberté ? Feu ! Feu !! Feu !!!

La haine de la critique

Pour que, sous couvert de démocratie, la dictature de la « journaille » [16] s'exerce sans partage, il est impératif d'assimiler ceux qui y résistent encore à des demeurés ou à des fascistes. Le Roi du téléachat d'investigation a ainsi expliqué : « *Dans le paysage intellectuel français, il y a une détestation du journalisme. Et je trouve que cette détestation est bavarde. C'est du bien que nous faisons à la démocratie.* » (France Culture, 11.10.00) [17]

Ce n'est pas que les journalistes n'aiment pas la critique. Mais, comme l'expliqua Laurent Joffrin-Mouchard [18] le 28 juin 1999 au Presse Club de France, « *il y a deux sortes de critiques. Il y en a une dont l'objectif sincère, essentiel, vise à améliorer le fonctionnement du système, donc à améliorer le fonctionnement de l'espace public en démocratie, et ça c'est très bien. Mais j'ai constaté le développement, pendant l'affaire du Kosovo, d'un autre type de critique.* […] *On est passé pendant cette guerre à l'hypercritique. J'emprunte l'expression à Vidal-Naquet. Il l'a employée dans un tout autre domaine qui est celui des camps de concentration et du génocide nazi* ».

Comme l'a noté Jacques Bouveresse, « *la presse peut se permettre désormais de n'accepter en fait de questions et de critiques que celles qu'elle consent de temps à autre à formuler à propos d'elle-même* » [19]. Tout contrevenant subit l'amalgame fielleux (hypercritiques = nazis) auquel ont recours ceux défendent la « liberté de l'information » des trusts. Il suffit alors, comme Harold Pinter ou Pierre Bourdieu, de s'interroger sur l'opportunité des bombardements de civils par l'OTAN pour être taxé de « *complice de Milosevic* ». (*L'Événement*, 29.04.99) Il suffit de dénoncer l'hypocrisie des prêches américains – et médiatiques – en faveur des croisades « humanitaires » pour devenir un « *négationniste chic* » placé « *aux avant-postes d'une entreprise de banalisation du crime contre l'humanité* ». (*Le Monde*, 10.03.00 et 03.05.00) Enfin, si comme Karl Kraus au début du siècle ou Jacques Bouveresse aujourd'hui vous préférez détailler le caractère « *fondamentalement pervers et intrinsèquement corrupteur* » du pouvoir de la presse [20], le *QVM* vous reprochera sur-le-champ de vous « *perdre dans la haine* » et de nourrir des complaisances pour les inspirateurs du nazisme [21].

---

9. Quand le *Quotidien Vespéral des Marchés* et *L'Echo des Start-Up* racolent, les ventes s'envolent. Chaque « une » sur Loft Story a provoqué l'augmentation de 10 % des ventes du *QVM* et de l'*ESU*. Déjà, le texte intégral du récit de la fellation de Clinton (« Rapport Starr ») avait entraîné une hausse des ventes parisiennes de *Libération* de 15 %, de 21 % dans le cas du *QVM* (*ESU*, 16.09.98).

10. Gérard Pangon, « Le réseau de résistances », *Télérama*, n° 2668, 28.02.01.

11. Cité par Jacques Bouveresse, *op. cit.*, p. 72

12. « *Disons-le donc, au risque d'être accusé de solidarité corporative, le travail des médias audiovisuels dans ce conflit a jusqu'à présent été exemplaire. Les leçons de la guerre du Golfe ont été tirées.* » (Laurent Joffrin, *Le Nouvel Observateur*, 01.04.99) Lire également « *Le Nouvel Observateur* et le Kosovo », *PLPL*, n° 0.

13. Acrimed (Action critique médias <www.samizdat.net/acrimed>) est l'une des vitrines universitaires de *PLPL*.

14. Quelques heures avant de lire cette étude scientifique, le fils spirituel de Pierre Bellemare, Edwy Plenel, s'apprêtait à signer un contrat avec une grande marque de cosmétiques. Au terme de ce contrat, il devait se raser la moustache en direct sur LCI, en échange de quoi serait commercialisé, en bonne place dans le rayon « savons à barbe », le dernier ouvrage narcissique du directeur de la rédaction du *Monde*.

15. De même, seuls 11 % des sondés ne s'étaient pas prononcés à la question de savoir si les médias avaient « *bien rendu compte* » des thérapies génétiques sur l'embryon…

16. L'expression est de Karl Kraus, rédacteur sardonique de *Die Fackel* (*Le Flambeau*), ancêtre viennois de *PLPL*.

17. Edwy Plenel s'est toujours vanté d'avoir sorti l'« affaire Greenpeace » en 1985. Interrogé par Colombani sur La Cinquième, il a enfin révélé, le 15 février 2001, la genèse de l'investigation qui le consacra : « *On me demande en catastrophe de me mettre sur cette affaire. Je fais un article bourré d'erreurs, bourré de bêtises, qui vaudra des droits de réponse, qui évoque des pistes qui étaient fausses.* » Explication de ces « erreurs » et de ces « bêtises » de Plenel : sa source « *buvait beaucoup de whisky* » (lire *PLPL*, n° 4). La canaille aux dents limées François Mitterrand n'est pas le seul à avoir qualifié Edwy de « *policier raté* » (France 2, 10.05.01) ; Gérard Mauger, directeur de recherches au CNRS, a renchéri au cours d'un séminaire : « *Le journalisme d'investigation trouve sa source dans une vision policière de l'histoire qui consiste à révéler : un responsable, un meneur, un coupable ; une vérité qui règle les problèmes et clôt les dossiers.* »

18. Plusieurs lecteurs sardons (abonnés à *PLPL*) nous ont écrit pour nous proposer de confectionner, avant Noël, des peluches à l'effigie d'Edwy Plenel et de Laurent Mouchard. Une commission *ad hoc* a été désignée qui arbitrera entre les divers projets. Adressez vos suggestions, maquettes et réalisations à : Service Peluche Mouchard-RTA, PLPL, BP 2326, F-13213 Marseille CEDEX 02.

19. Jacques Bouveresse, *op. cit.*, p. 39

20. Jacques Bouveresse, *op. cit.*, p. 76.

21. Nicolas Weill, spécialiste des basses œuvres du Roi du téléachat (*Le Monde*, 05.05.01).

Viviant engage ses viscères

L'acouplement devant un miroir d'un bavardage prétentieux et d'une contestation réglementaire a engendré un journalisticule : Arnaud Viviant. Il pose sur Paris Première en commentateur littéraire. Il glose sur La Cinquième en caution critique du faux impertinent Daniel Schneidermann. À la fois « grand reporter » et éditorialiste mondain avec l'opportuniste Sylvain Bourmeau, il tartine sa prose dans les *Inrockuptibles*. Dans ce supplément « jeunes » de *Télérama*, Viviant égrène le chapelet de ses indignations minuscules et hebdomadaires sur la pluie (il pleut trop), la mondialisation (il est malade en avion), la culture (menacée de mort à cause d'une insuffisante diffusion des livres de Viviant). De tels coups portés à l'ordre dominant, à défaut de le faire vaciller, ont rapidement valu à Arnaud une réputation de rebelle auprès de ses confrères. Daniela Lumbroso l'invite sur LCI pour parler de la responsabilité des journalistes sous l'œil attendri de Françoise Giroud. Du coup, Viviant s'est lancé dans des combats à sa mesure : une guerre à mort contre le publicitaire Beigbeder suivie d'un armistice devant les caméras de Ce Con d'Ardisson (CCA), sur la chaîne câblée Paris Première.

Un jour, Viviant a concédé que son héroïsme quotidien ne pouvait demeurer plus longtemps soustrait à la connaissance du peuple. *Ego surf. Un journal de l'an 2000* (Calmann Lévy) devait combler cette lacune. Non pas un simple journal intime mais une œuvre philanthropique livrée pour l'édification des masses : « *Avec une étonnante générosité qui ne me ressemble pas, j'ai accepté de ne toucher qu'une avance de quarante mille francs pour ce travail de titan.* [1] » Viviant a pris des habitudes: « *C'est mon principal défaut : jamais vraiment envie d'argumenter quand je ne suis pas payé pour.* » Sa philosophie – qu'il partage avec Laurent Joffrin-Mouchard – ne lui complique pas trop la vie : « *Seul le mensonge est révolutionnaire. La vérité, elle, est réformiste.* [2] »

Au fil des pages, le peuple découvrira un Viviant altruiste. Lors d'un cocktail, il relève : « *La réalisatrice Catherine Corsini tient à me saluer. Elle aime, me dit-elle, tout ce que j'écris* » ; puis il s'emporte qu'il puisse exister « *encore une Saint-Valentin sans message qui me soit destiné dans le cahier spécial de* Libération ». Que faire pour chasser le spleen ? « *Je fais de l'ego surf. Autrement dit : j'introduis mon nom dans un moteur de recherche sur Internet, et je considère les réponses.* »

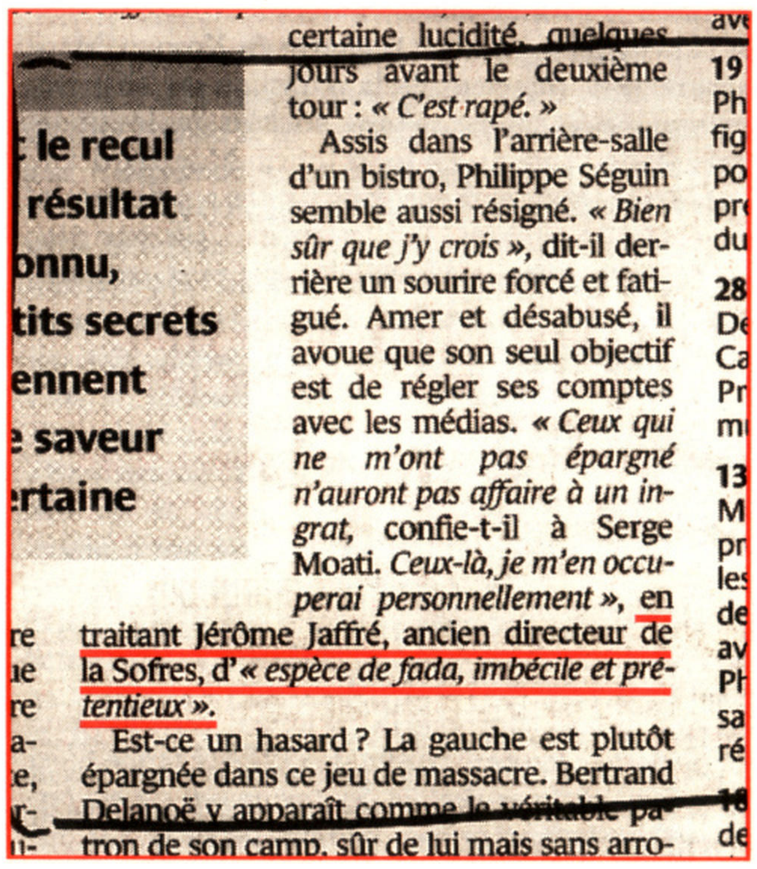
Autre facette du personnage : l'intellectuel engagé. Michel Field lui a ouvert les yeux : « *Ce soir, j'ai regardé une "Marche du siècle". [...] On remontre le courageux discours de Roselyne Bachelot, faisant le break avec sa majorité à l'Assemblée nationale pour défendre le Pacs. Et je pleure.* » Le *Quotidien vespéral des marchés* (*QVM*, ex-*Le Monde*) a aiguisé sa conscience. Citées à trente-cinq reprises, les analyses moustachues et balladuriennes du *QVM* l'ont poussé à l'action directe. Galvanisé, Arnaud accuse de « *pétainisme pur et dur* » un boulanger qui avait eu la maladresse de prêter à sa baguette « *la qualité retrouvée des années 1930* ». Mais de telles victoires ne se remportent pas tous les jours : « *La dernière fois que j'ai vu Moussa, le Malien sans papiers que je parraine (mal, sans doute, puisque je ne suis pas parvenu à le faire régulariser), il était bien habillé, possédait un téléphone portable et paraissait aussi heureux qu'un clandestin puisse l'être. Il travaillait depuis un an dans une entreprise de BTP grâce à une fausse carte d'identité et gagnait environ douze mille francs par mois.* »

Les combats citoyens de Viviant font rage dans les soirées mondaines. Il y croise des maquisards parisiens : Pierre Bergé (patron de Yves Saint Laurent), Laure Adler (Laisse d'Or de *PLPL* et directrice de France Culture), Laurent Fabius, Pascale Clark (candidate à la Laisse d'Or de *PLPL*, BHL (Laisse d'Or de *PLPL*) et, surtout, son compagnon de luttes Philippe Sollers – « *un type qui fait perpétuellement le poirier sur son piédestal, au risque de se casser la gueule – et j'aime assez ça* ». Comme le Roi du téléachat Edwy Plenel, Arnaud a fait du dernier roman de Sollers, *Passion fixe*, son livre de chevet : « *Le plus intéressant, ce n'est pas la passion, mais la fixité. La glu. Le zen* » ; ou encore : « *page 121 : "J'essaie de retrouver la route qui va où je dors." Beau. Juste. Serein.* » Viviant, lui, essaie de retrouver la route qui va où il mange : 4 février 2000 : « *Un plateau de fruits de mer en dépit de la marée noire de l'Erika* » (p. 41)
17 mars : « *Petits fours, champagne et bestialité* » (p. 63)
11 avril : « *Le soir, huîtres à volonté Chez Jenny* » (p. 83)
Le reste vient par surcroît. Mais ces choix assumés sans concession – « *Au restaurant, aujourd'hui, je prends de la langue de bœuf. En plat du jour, il n'y avait que ça et du coq au vin, et le coq au vin, je le digère mal* » –, il les paie : « *En fait, il semble que je traîne depuis dimanche soir une minuscule gastro-entérite.* »

1. Les citations en italique sont extraites de *Ego Surf. Journal de l'an 2000*, Calmann Lévy, 2001.
2. Une des lois établies par *PLPL* stipule : Mouchard Ment (MM).

Jeu PLPL : Cherchez l'omission

Ci-dessous deux extraits d'articles relatant la même déclaration de Philippe Séguin à propos de la campagne municipale à Paris



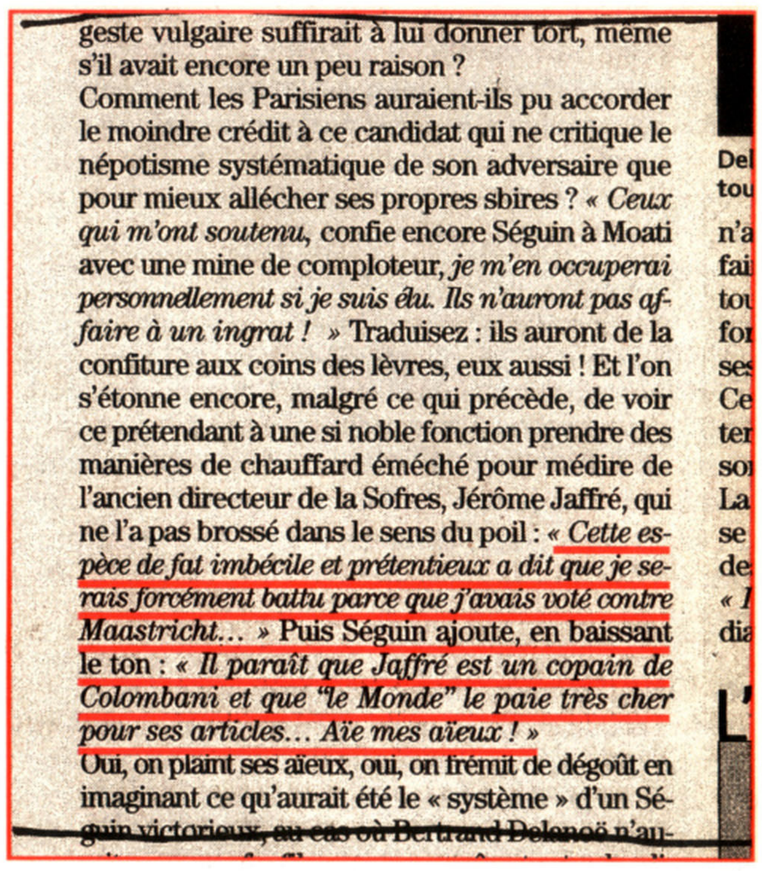
t le recul
résultat
onnu,
tits secrets
ennent
e saveur
rtaine

certaine lucidité, quelques jours avant le deuxième tour : « *C'est rapé.* »

Assis dans l'arrière-salle d'un bistro, Philippe Séguin semble aussi résigné. « *Bien sûr que j'y crois* », dit-il derrière un sourire forcé et fatigué. Amer et désabusé, il avoue que son seul objectif est de régler ses comptes avec les médias. « *Ceux qui ne m'ont pas épargné n'auront pas affaire à un ingrat,* confie-t-il à Serge Moati. *Ceux-là, je m'en occuperai personnellement* », en traitant Jérôme Jaffré, ancien directeur de la Sofres, d'« *espèce de fada, imbécile et prétentieux* ».

Est-ce un hasard ? La gauche est plutôt épargnée dans ce jeu de massacre. Bertrand Delanoë y apparaît comme le véritable patron de son camp, sûr de lui mais sans arro-

La version du *Monde Radio-télé* (08-09.04.01), journal dirigé par Jean-Marie Colombani



geste vulgaire suffirait à lui donner tort, même s'il avait encore un peu raison ?

Comment les Parisiens auraient-ils pu accorder le moindre crédit à ce candidat qui ne critique le népotisme systématique de son adversaire que pour mieux allécher ses propres sbires ? « *Ceux qui m'ont soutenu,* confie encore Séguin à Moati avec une mine de comploteur, *je m'en occuperai personnellement si je suis élu. Ils n'auront pas affaire à un ingrat !* » Traduisez : ils auront de la confiture aux coins des lèvres, eux aussi ! Et l'on s'étonne encore, malgré ce qui précède, de voir ce prétendant à une si noble fonction prendre des manières de chauffard éméché pour médire de l'ancien directeur de la Sofres, Jérôme Jaffré, qui ne l'a pas brossé dans le sens du poil : « *Cette espèce de fat imbécile et prétentieux a dit que je serais forcément battu parce que j'avais voté contre Maastricht...* » Puis Séguin ajoute, en baissant le ton : « *Il paraît que Jaffré est un copain de Colombani et que "le Monde" le paie très cher pour ses articles... Aïe mes aïeux !* »

Oui, on plaint ses aïeux, oui, on frémit de dégoût en imaginant ce qu'aurait été le « système » d'un Séguin victorieux, au cas où Bertrand Delanoë n'au-

La version de *Télé Obs* (*Nouvel Observateur*, 12.04.01)

La page déchirée du *Journal* de Viviant :

Diariste minutieux de sa vie digestive, Viviant a omis de rendre compte de l'excursion gastronomique qui l'a conduit à Millau le 30 juin 2000. Un oubli d'autant plus inexplicable que dans un article consacré à cette manifestation, Viviant a écrit « Millau laissera des traces » (Les Inrockuptibles, *11.07.00). Au terme d'une enquête de longue haleine,* PLPL *est en mesure de reconstituer cette page manquante.*

30 juin 2000

Millau. Météo boursière éclatante. La plèbe ingère les pourritures lactées de la Confédération paysanne en vociférant, la bouche pleine, des slogans ringards. À la terrasse de l'*Hôtel International* où logent mes confrères journalistes, je commande un plateau de Fines de Claire n° 5. Subversion symbolique.

J'ai promis à Bourmeau de rapporter une interview du sociologue archéo-marxiste Pierre Bourdieu. Pour l'atteindre, il me faut piétiner un parterre d'admirateurs qui suent. Mais à peine ai-je prononcé mon nom et celui du journal que Bourdieu me congédie [information rapportée par un correspondant de *PLPL*, ndlr]. Quelle ingratitude ! Quand on pense que cet homme me doit tout !

Je rejoins mes confrères qui luttent contre l'injustice au restaurant de l'hôtel. L'un d'entre eux me tend un torchon titré « PLPL », diffusé dans les rues à 20 000 exemplaires. Ils ont publié en « une » ma diatribe contre José Bové : « *Quel idiot, ce José Bové, ou, pour mettre les choses au mieux, quel démagogue. [...] Son discours sur la mal bouffe est une vaine tentative de toucher tout le monde en défendant d'étroites revendications catégorielles.* » (*Les Inrockuptibles*, 06.10.99) Les fascistes ! Comment pouvais-je savoir que ce bouseux allait devenir célèbre ? D'ailleurs, dès que j'ai entendu Sollers claquer la langue en prononçant son nom, j'ai changé d'avis : « *Soyons honnêtes : on comprend mieux le combat de Bové contre la malbouffe quand on mange chez lui.* » (*Les Inrockuptibles*, 03.11.99)

Le BHL de la contestation

Désormais, Christophe Aguiton ne cesse d'afficher son sourire de curé. Son militantisme à AC !, SUD et Attac a constitué le tremplin d'un rêve d'enfant : gravir régulièrement le perron de Matignon. Dès le mois de mai 2001, ce fut chose faite. Christophe fut reçu à deux reprises par Olivier Schrameck, directeur de cabinet de Lionel Jospin, qui aurait même envisagé de faire dresser un lit de camp dans le vestibule pour son nouveau pensionnaire. L'« expert » de l'antimondialisation a aussi rencontré les sociaux-renégats qui, autour de Martine Aubry, préparent le programme de campagne du candidat « socialiste » à l'Elysée. (*QVM*, 24.05.01) Pour le P« S », sous couvert de s'informer et de créer des liens avec la gauche radicale, il s'agissait évidemment de favoriser des reports de voix lucratifs au second tour de l'élection présidentielle. Bien sûr, la gauche plurielle a davantage privatisé et précarisé que Balladur et Juppé réunis ; bien sûr, elle a fait barrage à la taxe Tobin ; bien sûr, elle a permis au patron Bernard Arnault de gagner chaque heure l'équivalent de 64 années de rémunération d'un smicard ; bien sûr, elle a matraqué les chômeurs en lutte ; bien sûr, elle a expulsé les sans-papiers... Rien de tout cela ne devait néanmoins empêcher de savoureux « *déjeuners décontractés* » (*sic*) entre cette gauche-là et l'un de ceux que les médias ont consacrés représentants de la contestation.

Pour qu'Aguiton gravisse le perron de Matignon, il aura en effet fallu l'intervention du *Monde*, que dirige Edwy Plenel, directeur général adjoint du Monde SA, Roi du téléachat et excellent ami de Christophe. C'est en effet une journaliste du *Monde* qui, convoquée par Matignon pour informer le pouvoir de l'état des luttes, aurait, en mai dernier, recommandé à Schrameck de rencontrer Aguiton, jugé le plus malléable. Malléable ? « *Un cadre de France Télécom se remémore ainsi les rencontres entre Michel Bon, le patron, et Christophe Aguiton, de SUD-PTT : "Une vraie discussion de gentlemen, à la limite de l'obséquiosité."* » (*L'Expansion*, 10.05.01)

Si Aguiton aime Matignon et deviser avec Michel Bon, il adore la télévision. Dimanche 27 mai 2001, ses amis ne savaient plus où donner

La part d'ombre du *QVM* : *Le Monde* colonise Toulouse

Consacré aux alliances capitalistes du *QVM*, le dossier du n° 1 de *PLPL*, « *Le Monde*... réel », a eu des effets inattendus. Sur le site Internet du *QVM*, Raminagrobis [Jean-Marie Colombani], le petit échotier poltron et sans envergure qui dirige *Le Monde*, a essuyé une salve de questions portant « *sur la stratégie de développement qu'il met en œuvre et qui, nous l'avons constaté, suscite des interrogations chez certains sociétaires* ». Autant dire que la mise à nu par *PLPL* des alliances industrielles et idéologiques du *Monde* avec Pinault, Lagardère, Bouygues et Messier embarrasse beaucoup le tandem Colombani-Plenel [1]. Avec les informations qui suivent, les sociétaires du *QVM* vont avoir d'autres sujets d'« interrogation ».

Que dire, par exemple, d'un quotidien qui ne cesserait de subordonner son contenu rédactionnel à ses intérêts d'entreprise capitaliste ; qui gonflerait les affaires mettant en cause ses concurrents mais tairait celles qui nuisent à ses partenaires ; qui flatterait un président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) dont ce quotidien attendrait des faveurs ; et qui chanterait le maire d'une ville dans laquelle il publie un hebdomadaire ? Assurément, un tel journal s'attirerait les foudres déontologiques d'Edwy Plenel, Roi du téléachat (RTA) moustachu et bavard qui donne des leçons de journalisme à la terre entière [2]. Sauf que ce quotidien, c'est le sien.

Rarement les lecteurs du *Monde*, pourtant rompus aux portraits patronaux dégoulinants d'épithètes élogieux, ont pu lire un article aussi affable que celui consacré à Dominique Baudis, alors maire de Toulouse et tout juste nommé président du CSA : « *Homme libre, virtuose du consensus* [...], *à redouter* [...], *ce grand jeune homme blond aux yeux bleus qui parle clair, qui se méfie des adjectifs et qui ne s'emballe pas* [...] *se tient à distance de tout engagement trop prononcé... Le bilan est là. Si Dominique Baudis a été désigné par ses pairs "meilleur maire de France", ce n'est pas par hasard. Si, à 80 %, les Toulousains plébiscitent l'action de leur maire, ce n'est pas non plus par aveuglement.* [...] *Un cocktail magique : de l'emploi, de l'activité, de la richesse et, en même temps, des loisirs, du cadre de vie, de l'humain.* » (*QVM*, 18.01.01) Hasard ? À la tête du CSA, le « *grand jeune homme blond aux yeux bleus* » devait statuer sur l'attribution d'une fréquence de télévision locale dont *Le Monde* s'est porté acquéreur, en alliance avec François Pinault.

La coulée de pommade citée plus haut avait pour masseur un certain Jean-Paul Besset. Dans les couloirs du *QVM*, Besset n'est plus connu que sous le sobriquet de « Peigne-Moustache ». Ancien membre de la LCR comme le RTA, Peigne-Moustache est à la fois correspondant local du *Monde* à Toulouse ET directeur de la publication de *Tout Toulouse*, un hebdomadaire que *Le Monde* détient et asservit.

Ce périodique moustachu se montre aussi indépendant et pugnace face au nouveau maire Philippe Douste-Blazy que le quotidien vespéral des marchés l'est à l'égard de Dominique Baudis. Ainsi, récemment, Besset attribuait au Douste, qui prend les Toulousains pour des langoustes, « *une volonté affichée de servir les autres et un besoin d'une quête d'intensité dans les rapports humains* ». Pour illustrer son propos, Peigne-Moustache publiait dans *Tout Toulouse* des photos sorties tout droit du journal de campagne du Douste. Légendes : « *Avec son fils Pierre-Éliot, qu'il a adopté au Vietnam : "C'est l'amour de ma vie" ; "Philippe Douste-Blazy : 'On ne peut être heureux que si l'on donne.'"* [3] »

Ce n'était qu'un début. Dans *Le Monde* daté du 11 mai 2001, Jean-Paul Besset commettait un article de quatre colonnes titré « Philippe Douste-Blazy veut faire de Toulouse un "laboratoire de la démocratie de proximité" ». Attendri, Peigne-Moustache relevait : « *Au delà des fondamentaux économiques et sociaux,* [Le Douste] *sait écouter la demande d'humanité qui monte de la société.* » Puis il nous apprenait que « *les premières rencontres de la démocratie de proximité* » patronnées par Le Douste feraient appel à Jérôme Jaffré. Pour décrire scientifiquement ce dernier, Philippe Seguin a évoqué une « *espèce de fat imbécile et prétentieux* ». C'est exact, mais Jaffré est aussi – et surtout – un vieux complice balladurien de Colombani, qui signe les feuilles de paie de notre ami Peigne-Moustache. Edwy Plenel devrait donner plus souvent des leçons de déontologie journalistique dans la ville rose.

À Toulouse, le concurrent de l'hebdo de Besset est un quotidien nommé *La Dépêche du Midi*. En 1999, *Le Monde* avait cherché à le racheter. Échec. Et d'autant plus piteux que Colombani et Minc avaient eu recours à tous les moyens, y compris, selon l'un des propriétaires, Jean-Michel Baylet, le « *rachat d'actions dans le dos des principaux intéressés* ». (*Correspondance de la presse*, 04.08.99) Ce fiasco permet de mieux comprendre pourquoi *Le Monde* ne cesse d'évoquer le rôle peu reluisant de *La Dépêche du Midi* pendant la période de la collaboration. La manie est d'autant plus étrange que l'auteur de ces rappels n'est autre que Peigne-Moustache. Ainsi Besset, directeur de *Tout Toulouse*, concurrent direct de *La Dépêche du Midi*, informe des turpitudes de *La Dépêche du Midi* dans *Le Monde*, quotidien qui contrôle *Tout Toulouse*. Admirable désir d'informer, admirablement désintéressé...

Dans l'édition du *QVM* datée du 1er mars 2001, on lisait : « *L'ouvrage de l'ancien dirigeant communiste Claude Llabres* [devenu adjoint de Baudis à la mairie de Toulouse] *évoque les heures noires du quotidien toulousain* La Dépêche *pendant la collaboration... L'auteur s'y livre à un décryptage des articles publiés entre 1940 et 1944, qui montrent, selon lui, que "la direction du journal maîtrisait parfaitement une ligne éditoriale cohérente de collaboration avec les objectifs de l'Allemagne nazie". La collection du journal offre en effet un florilège de tout ce qui pouvait s'écrire de pire à cette époque, que ce soit sur la nécessité de donner un statut particulier aux juifs "pour les empêcher de devenir nuisibles", l'assimilation des résistants à des terroristes... Le 26 juin 1975, dans un supplément consacré à l'histoire du quotidien, le PDG actuel, Jean-Michel Baylet, écrit que "nous sommes fiers de notre histoire"* ».

Si Colombani et Minc avaient réussi à racheter *La Dépêche du Midi*, le rappel de l'histoire de ce quotidien pendant l'Occupation aurait peut-être occupé moins de place dans les colonnes du *Monde*. Qui sait : cette *Dépêche du Midi* qui « *maîtrisait parfaitement une ligne éditoriale cohérente de collaboration avec les objectifs de l'Allemagne nazie* », Jean-Paul Besset en serait peut-être même devenu le directeur.

Cela aurait épargné au Peigne-Moustache le dur devoir de végéter en composant des portraits agenouillés d'un jeune homme blond aux yeux bleus et d'une langouste nommée Le Douste.

Minable vengeance de Ramina

En 1998, *Le Monde* rate son acquisition de *L'Express* à cause de l'opposition de Denis Jeambar, directeur de cet hebdomadaire et responsable de Vivendi-Universal publishing [lire *PLPL* n°1, 2000]. Un an plus tard, *Le Monde* rachète *Le Midi libre* grâce au soutien de Hachette-Lagardère. Encore un an plus tard et Jeambar, qui éditorialisait depuis dix-huit ans dans *Le Midi libre*, est « *informé de la fin de sa collaboration au profit de Thomas Ferenczi, directeur adjoint de la rédaction du* Monde ». (*Le Canard enchaîné*, 24.01.01) Cette petite vengeance, bien dans le tempérament mesquin de Ramina et du RTA, ne les empêchera pas de se prosterner un peu plus tard aux pieds de Jeambar pour tenter de lui racheter *Courrier international*.

Rarement les lecteurs du *Monde*, pourtant rompus aux portraits patronaux dégoulinants d'épithètes élogieux, ont pu lire un article aussi affable que celui consacré à Dominique Baudis, alors maire de Toulouse et tout juste nommé président du CSA

---

de la télécommande. À 23 heures 50, sur France 3, Christophe souriait à Alain (Madelin) dans l'émission de Christine (Ockrent) et de Serge (July). À 0 h 15, il s'épanouissait sur La Chaîne Info dans le talk-show mondain animé par Edwy (Plenel), qui lui a balisé le chemin menant de la LCR à LCI.

Consulté à tout propos par *Le Monde* (09.05.01) et *Libération* (19.03.01) depuis qu'il a bâclé entre deux avions un énième livre de complilation sur l'antimondialisation, Aguiton s'affale aux Deux-magots, café chic de Saint-Germain-des-Prés, dans le rôle de caution contestataire de l'idéologie dominante.

Un cadre de France Télécom se remémore ainsi les rencontres entre Michel Bon, le patron, et Christophe Aguiton, de SUD-PTT : "Une vraie discussion de gentlemen, à la limite de l'obséquiosité"

C'est à ce titre de mouche du coche qu'en mai dernier il collaborait à un livre célébrant le virage néolibéral de la gauche sous Mitterrand (*Vingt ans de pouvoir*, Seuil). Les autres « *experts et grands témoins* » interrogés se nommaient Jacques Attali, Alain Duhamel, François Ewald, Jean Peyrelevade, Françoise Giroud, Serge July, Bernard-Henri Lévy, Alain Minc, Nicole Notat, Pierre Rosanvallon, Alain Touraine, etc. Sans oublier... le Roi du téléachat.

Christophe se prépare à plastronner du 23 au 27 juillet à Montpellier lors des Rencontres de Pétrarque organisées par France Culture et *Le Monde*. À nouveau, il sera bien entouré : Alain-Gérard Slama, Alain Finkielkraut, Jean-Claude Casanova... et Edwy Plenel, Roi du téléachat. Dans un « atelier », Aguiton philosophera sur les « *médias qui prennent une importance croissante et qui tendent à imposer leur propre idée de l'opinion* ». Et il répondra à la question : « *Cette médiatisation est-elle dangereuse ?* »

Torride, le suspense va-t-il distraire les entarteurs de leur mission pâtissière ?

---

1. Roi du téléachat passé de la LCR à la LCI, Edwy Plenel se démène pour donner le change « déontologique » et « citoyen » à ses amis d'extrême gauche. En échange de l'écho démesuré que *Le Monde* accorde aux ouvrages et propos de Daniel Bensaïd, Christophe Aguiton ou Philippe Corcuff, tous membres de la LCR, Edwy et son journal sont épargnés par ces derniers quand ils fustigent la pensée dominante... (lire « Les amis d'Edwy », *PLPL*, n°1, 2000)

2. C'est l'« affaire Greenpeace » qui assura au RTA sa notoriété. Depuis, Plenel a admis devant Colombani qu'il avait percé dans le métier grâce à « *un article bourré d'erreurs, bourré de bêtises, qui vaudra des droits de réponse, qui évoque des pistes qui étaient fausses* ». Motif de toutes ces erreurs : l'informateur du RTA « *buvait beaucoup de whisky.* » (*PLPL*, n° 4, 2001)

3. *Marianne*, 02.04.01.

PLPL vous offre :

Le « Journal de la semaine » de Pierre Carles commandé et censuré par *Les Inrockuptibles*

Jeudi 26 avril

Voyage à Bordeaux à l'invitation des anarchistes de la CNT-AIT. Un journaliste de *Libération* a fait le déplacement. J'en viens à parler du journal de critique des médias *PLPL-Pour Lire pas Lu* lancé avec quelques amis et dont le dernier numéro est consacré à « *Libération* en liquidation ». Extrait : « *Riche en reniements, le parcours de* Libération *éclaire autre chose que le destin étriqué d'un petit journal de bourgeois espérant dissimuler sous des "audaces" sexuelles et culturelles leur impeccable conservatisme économique. Car* Libération *fut aussi le laboratoire d'une métamorphose. Celle d'une gauche passée à droite qui aime le bio, les boutiques pour "bobos", et qui réserve au peuple le bâton policier, les hypermarchés javellisés et les joies de la précarité.* » Le journaliste de *Libération* n'y trouve rien à redire. On lui a commandé un portrait de moi à l'occasion de la sortie de *La Sociologie est un sport de combat*. Évoquera-t-il *PLPL* dans son article ? Dans l'après-midi, j'expliquais les mécanismes de censure et d'autocensure à un public composé pour l'essentiel de jeunes journalistes.

Vendredi 27 avril

Message d'un dénommé Olivier Nicklaus m'annonçant que son hebdomadaire, *Les Inrockuptibles*, me donne « carte blanche ». Il ignore probablement ce que nous pensons de son journal dans *PLPL* : « *Le parcourir, c'est recevoir en pleine figure un thermomètre-catalogue des idées en vogue directement extrait de l'anus d'une petite bourgeoise parisienne à prétentions culturelles.* [...] *Entre carte blanche à Pierre Bourdieu et adulation de Daniel Cohn-Bendit,* space cake *et sans-papiers, le journal vogue son inexistence tranquille. Il récupère et il digère, ventre mou de la gauche molle.* » Sont-ils vraiment disposés à me donner « carte blanche » ? Selon mon interlocuteur, on peut tout écrire à condition de ne pas trop insulter sa publication. Mais s'agit-il d'une insulte à l'égard de Sylvain Bourmeau, des *Inrockuptibles*, que d'affirmer, comme *PLPL* l'a écrit, qu'il « *a profité de l'éviction sans indemnités de plusieurs journalistes de France Culture pour exiger que Laure Adler, ancienne groupie de Mitterrand et de Riboud, lui confie une émission quotidienne de "débats" idéologiquement calibrée* » ? Non, c'est la vérité.

Samedi 28 avril

Montage d'une séquence d'*Enfin pris ?* où l'on découvre Daniel Schneidermann, animateur de télévision, se montrer conciliant avec le patron d'une firme multinationale. Je visionne une conversation téléphonique où Arnaud Viviant, un des collaborateurs d'*Arrêt sur images*, qualifie Daniel Schneidermann de « *petit roquet aux dents longues* ». Daniel Schneidermann apprendra en lisant ce numéro des *Inrockuptibles* ce que son cher confrère pense de lui.

Dimanche 29 avril

Relecture d'un texte de Jean Genet consacré à la Fraction armée rouge (*L'Ennemi déclaré*, Gallimard). Il opère une distinction fondamentale entre « *la brutalité du système* » et « *la violence* » des guérilleros de la RAF (Baader et Meinhof). Il écrit : « *Et plus la brutalité sera grande, plus le procès infamant, plus la violence devient impérieuse et nécessaire.* » Voici quelques années, les puissants ne pouvaient se montrer trop brutaux à l'égard des dominés sans aller au devant de graves déconvenues. C'est ce qui est arrivé à Georges Besse, le patron de Renault, exécuté par Action directe pour avoir provoqué des dégâts sociaux dans son entreprise.

Lundi 30 avril

Parution du portrait dans *Libération*. Comme prévu, Emmanuel Poncet n'a pas parlé du numéro de *PLPL* consacré à « *Libération* en liquidation » dans son article.

Mardi 1er mai

Parution de *Charlie Hebdo*. Pas une seule ligne sur mon dernier film [1]. Son rédacteur en chef n'a toujours pas digéré le fait d'avoir été qualifié de « *faux impertinent* » et son hebdomadaire de « *dépliant publicitaire de Daniel Cohn-Bendit durant les élections européennes, puis de l'OTAN lors de la guerre au Kosovo* » (*PLPL*, n° zéro). Pauvre Val.

Mercredi 2 mai

Sortie de *La Sociologie est un sport de combat*. Dernières paroles de Pierre Bourdieu dans le film : « *On peut brûler des voitures, mais avec un objectif* ». Il n'y a plus qu'à trouver l'objectif.

1. Val a depuis parlé du film de Pierre Carles, mais sans citer son réalisateur (*Charlie Hebdo*, 16.05.01). [ndlr]